



Independent Evaluation Office
of the International Monetary Fund

PRESS RELEASE



Nº. 10/01

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 20 janvier 2010

WASHINGTON, D.C., USA

Le BIE diffuse l'évaluation de la communication du FMI avec les pays membres

Le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du Fonds monétaire international (FMI) publie son rapport sur la communication du FMI avec ses pays membres.

L'évaluation examine la communication du FMI avec les pays concernant la surveillance, les programmes et l'assistance technique en 2001-2008, et plus particulièrement en 2007-08. Elle repose sur des entretiens et des enquêtes auprès des autorités des pays membres, des services du FMI et des organisations de la société civile, sur l'examen de documents internes et publiés du FMI et de documents de référence spécialement commandés.

L'évaluation fait apparaître que c'est dans les pays avancés et les grandes économies émergentes — qui représentent ensemble environ 90 % du PIB mondial — que la communication du FMI a été la moins efficace. En revanche, elle l'a été davantage dans les pays à faible revenu (qui sont admissibles à la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance) et, dans une moindre mesure, dans les autres économies émergentes, ce qui témoigne de l'efficacité globale de la communication dans le contexte d'un programme ou d'une assistance technique. L'évaluation a aussi relevé que les opérations de communication manquaient parfois de conviction, bien que certaines aient été très bien dirigées.

Le rapport recommande d'améliorer l'efficacité des activités fondamentales du FMI qui prendront de l'importance lorsque la crise financière mondiale se calmera. Il préconise aussi de mettre en œuvre les initiatives qui ont été ébauchées depuis la fin de la période d'évaluation — à la fois les nouvelles démarches adoptées par le FMI qui auront des répercussions sur la communication au niveau des pays et les nouvelles responsabilités de soutien à la coordination de la politique internationale que le FMI s'est récemment vu confier à la suite de la crise.

L'évaluation couvre la totalité des pays membres. Les conclusions par groupe de pays sont les suivantes :

L'évaluation fait apparaître que l'efficacité de la communication avec les **économies avancées** est inégale. Les grandes économies avancées la jugent relativement bonne dans l'ensemble, tandis que les services du FMI travaillant sur ces économies estiment que c'est là qu'elle est la moins satisfaisante. La majorité des grandes économies avancées attendent peu de la communication, si ce n'est une évaluation des politiques et des perspectives ainsi qu'un échange fructueux de vues, alors que les services voient leur rôle de manière plus large, par exemple assurer la coordination internationale des politiques ou mettre au point des cadres de politique. Une minorité de ces autorités — dans les grandes économies ou d'autres économies avancées — considèrent ces activités efficaces. L'évaluation constate également qu'il est courant que les services qui travaillent sur les économies avancées cherchent à éviter de déplaire aux autorités, ce qui compromet l'indépendance de leur analyse.

Ce sont les grandes **économies émergentes** qui notent le plus mal l'efficacité globale de la communication. Nombre d'autorité interrogées estiment que le processus de surveillance manque d'utilité, voire d'impartialité puisque certains considèrent que son exécution est biaisée en faveur des intérêts des économies avancées ; la communication sur les questions techniques leur paraît en revanche plus fructueuse. Pour les autres économies émergentes, l'évaluation fait état d'une grande diversité d'expériences. Dans l'ensemble elles ont une idée plus positive de la qualité du contenu de la communication, notamment s'agissant des programmes et de l'assistance technique ; en revanche, leur avis sur la gestion de la communication est plus négatif, ce qui témoigne des préoccupations accrues exprimées sur la rotation trop fréquente des chefs de mission et d'autres questions affectant la continuité du dialogue.

Pour les **pays à faible revenu**, l'évaluation fait état d'une amélioration de l'efficacité de la communication au cours de la seconde moitié de la période d'évaluation. La plupart des autorités ont indiqué leur haute estime pour l'assistance technique du FMI, la signalisation auprès des donateurs et les programmes. Mais l'évaluation observe aussi que les autorités gardent parfois des souvenirs persistants et amers de la communication passée sur la conditionnalité et les interruptions de programmes ; quant aux organisations de la société civile, qui associent le FMI à l'ajustement, à la privatisation et à l'austérité budgétaire, les opinions continuent d'être défavorables. S'agissant des autres économies émergentes, nombre d'autorités des pays à faible revenu reprochent au FMI les changements trop fréquents de chefs de mission.

Le rapport préconise une mise à niveau du contenu et de la qualité de la surveillance du FMI et la conception de produits basés sur le savoir afin de rehausser l'intérêt des autorités pour le FMI dans les pays soumis uniquement à la surveillance, là où le déficit d'efficacité est le plus marqué. Il suggère une approche plus stratégique de la communication, à la fois individuellement et pour les groupes de pays. Pour plus de netteté, il recommande l'élaboration de normes professionnelles pour la communication des services avec les autorités lors des évaluations de pays. Il prône aussi que soient clairement arrêtés les types de programmes d'information que peuvent entreprendre les services lorsque les autorités éprouvent de la réticence à l'égard de ce type d'activités — comme l'a constaté l'évaluation dans de nombreux cas — ou qui se révéleraient utiles pour aborder l'héritage négatif laissé par les interventions passées. Les recommandations incluent des mesures destinées à mieux gérer la communication, par exemple en prolongeant les affectations des chefs de mission, en intensifiant la formation et en clarifiant et en attribuant les responsabilités de la gestion des relations.

Le rapport, les réactions de la direction et des services du FMI, les commentaires du BIE sur les réponses de la direction et des services ainsi que le résumé analytique de la réunion du Conseil d'administration peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://www.imo-imf.org>.

Contact:

John Hicklin [Tél. +1 202 623 7137]

Contact presse du BIE :

Tél. +1 202 623 7312

Courrier électronique : press@imo-imf.org

Télécopie : +1 202 623 9990